

C.G.T.

F.S.M.

travaux

**bulletin
d'information
du bureau
confédéral**

326

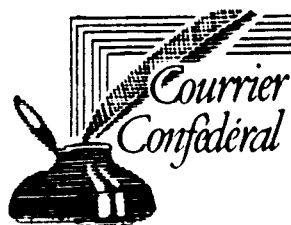
4 JUILLET 88

COA

COURRIER CONFEDERAL



SECURITE SOCIALE - PETITION NATIONALE	
Mise à jour au CCN des 21 et 22/06/88.....	2 - 3
PAIX - DESARMEMENT	
Une chance à saisir.....	4 - 5
CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE	
Lutter en France pour vivre bien eu Europe.....	6
SANTE - PROTECTION SOCIALE - RETRAITE	
Allocation de rentrée scolaire.....	7
Modèle de tract.....	8 à 10
INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE	
Le bicentenaire de la révolution française et le centenaire du 1er Mai.....	11
ANTOINETTE	
Doubler la diffusion.....	12 A - 13B
COMITE D'ENTREPRISE / R.C.E.	
- Stage spécialisé C.E.....	14 - 15
CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE	
RAPPEL : Vacances en U.R.S.S.....	16
INDECOSA	
Stage consommation.....	17
OPTIONS - QUINZAINE	
Spécial salaire.....	18 C
BILAN SOCIAL DE L'ANNEE 1986.....	19
COURRIER CONFEDERAL N° 826 DU 4 JUILLET 1988	



2 142 944 SIGNATURES

SECURITE SOCIALE - PETITION NATIONALE

MISE A JOUR SIGNATURES AU C C N DES 21-22 JUIN 1988

UNIONS DEPARTEMENTALES	MISE A JOUR AU CCN 21/22-6-88
AIN .....	.....7 123.....
AISNE .....	....20 719.....
ALLIER .....	....21 600.....
ALPES DE HAUTE PROVENCE .	.....1 700.....
HAUTES ALPES .....	.....1 000.....
ALPES MARITIMES .....	....11 818.....
ARDECHE .....	.....5 450.....
ARDENNES .....	.....2 507.....
ARIEGE .....	.....7 000.....
AUBE .....	.....3 964.....
AUDE .....	.....4 000.....
AVEYRON .....	.....5 152.....
BOUCHES DU RHONE .....	...111 433.....
CALVADOS .....	.....8 004.....
CANTAL .....	.....1 412.....
CHARENTE .....	.....8 202.....
CHARENTE MARITIME .....	.....9 421.....
CHER .....	.....8 555.....
CORREZE .....	.....6 600.....
HAUTE CORSE .....	.....2 000.....
CORSE DU SUD .....	.....250.....
COTE D'OR .....	.....5 494.....
COTES DU NORD .....	.....5 152.....
CREUSE .....	.....1 000.....
DORDOGNE .....	.....2 400.....
DOUBS .....	.....8 552.....
DROME .....	...15 002.....
EURE .....	...12 452.....
EURE ET LOIR .....	.....4 500.....
FINISTERE .....	...25 830.....
GARD .....	...17 334.....
HAUTE GARONNE .....	...21 000.....
GERS .....	...13 987.....
GIRONDE .....	...32 112.....
HERAULT .....	...15 721.....
ILLE ET VILAINE .....	...14 754.....
INDRE .....	.....4 682.....
INDRE ET LOIRE .....	.....7 703.....
ISERE .....	...30 000.....
JURA .....	.....2 800.....
LANDES .....	.....5 732.....
LOIR ET CHER .....	.....7 000.....
LOIRE .....	.....6 136.....
HAUTE LOIRE .....	.....3 531.....
LOIRE ATLANTIQUE .....	...15 480.....
LOIRET .....	...18 234.....
LOT .....	.....1 317.....
LOT ET GARONNE .....	.....5 800.....



LOZERE	738
MAINE ET LOIRE	14 039
MANCHE	10 344
MARNE	9 189
HAUTE MARNE	3 050
MAYENNE	3 200
MEURTHE ET MOSELLE	14 875
MEUSE	2 500
MORBIHAN	12 285
MOSELLE	5 174
NIEVRE	5 500
NORD	40 289
OISE	23 645
ORNE	4 079
PAS DE CALAIS	26 577
PUY DE DOME	22 000
PYRENEES ATLANTIQUES	6 500
HAUTES PYRENEES	8 000
PYRENEES ORIENTALES	5 000
BAS RHIN	2 680
HAUT RHIN	4 370
RHONE	93 000
HAUTE SAONE	1 800
SAONE ET LOIRE	33 986
SARTHE	14 500
SAVOIE	8 048
HAUTE SAVOIE	9 782
PARIS	106 816
SEINE MARITIME	12 058
SEINE ET MARNE	7 333
YVELINES	21 000
DEUX SEVRES	2 250
SOMME	15 000
TARN	14 000
TARN ET GARONNE	1 600
VAR	20 463
VAUCLUSE	7 000
VENDEE	12 000
VIENNE	7 939
HAUTE VIENNE	10 254
VOSGES	3 500
YONNE	4 500
TERRITOIRE DE BELFORT	12 300
ESSONNE	24 482
HAUTS DE SEINE	114 000
SEINE SAINT DENIS	110 000
VAL DE MARNE	63 500
VAL D'OISE	12 580

1 525 750

PETITIONS SPECIFIQUES

FEDERATION DU SOUS-SOL.....	36 000
FEDERATION DES PTT	55 000
FEDERATION DES FINANCES ...	3 694
FEDERATION SECTEURS FINANCIERS	22 500

1 642 944**PETITIONS U.D. REALISEES**

NOTAMMENT PENDANT LES	
ETATS GENERAUX	500 000

2 142 944



PAIX / DESARMEMENT

Lettre ouverte

UNE CHANCE A SAISIR

A **New-York**, depuis le 8 juin, avec des milliers d'autres représentants non-gouvernementaux venus de tous les continents, nous avons participé à la 3ème Session extraordinaire des **Nations-Unies** pour le **Désarmement**.

Samedi 11 juin, avec des centaines de milliers de gens, nous avons pris notre place dans une marche pour la Paix, au coeur de **New-York**, dans la plus grande manifestation organisée ici depuis 1982.

Une chose nous a tous frappés :

Nous avons entendu des Chefs d'Etat, de Gouvernements de 160 pays membres de l'ONU et rencontré des représentants des opinions publiques.

Dans leur grande majorité et malgré la diversité des situations, ils partagent les mêmes espoirs, les mêmes inquiétudes.

Saluant la grande nouveauté et les possibilités ouvertes par le premier accord de désarmement nucléaire de **Washington**, ils demandent l'élimination de toutes les armes nucléaires, chimiques, l'arrêt des essais nucléaires, la réduction des armements conventionnels, la diminution des dépenses militaires au profit du développement et du progrès social. Ils recherchent, ensemble, les voies d'une conception **pacifique** de la **sécurité**.

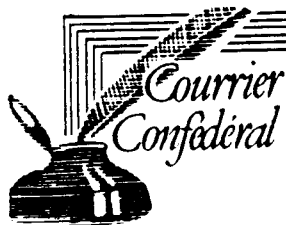
Dans ces prises de position, nous avons découvert une profonde convergence avec nos luttes pour la Paix ; convergence qui représente à nos yeux une force considérable et un grand encouragement.

Dans le même temps, nous avons constaté combien la position officielle de la **France** s'inscrivait à contre courant de ces espoirs et de ces possibilités. En poursuivant ses essais nucléaires, en modernisant et en fabriquant de nouvelles armes nucléaires et chimiques, en augmentant considérablement son budget militaire, notre pays s'engage sur une voie de plus en plus dangereuse pour sa sécurité et son indépendance.

Nous contestons ce choix car nous sommes persuadés qu'il y a une autre voie pacifique pour la **France**.

Comme citoyens français ayant participé à cette 3ème session de l'ONU pour le désarmement, nous mesurons la responsabilité de notre pays et celle de tous les français. **Nous voulons en témoigner.**

Nous demandons que les autorités françaises et tous les grands moyens d'information de notre pays **rendent compte des travaux de cette Assemblée et des décisions qui y seront prises.**



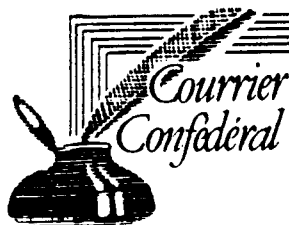
A la veille du bi-centenaire de la **Révolution**, il serait à l'honneur de la **France** de s'engager, avec espoir, sur le chemin du développement qu'ouvre aujourd'hui, le désarmement.

Plus que jamais, nous sommes convaincus qu'il dépend de l'engagement de chacun de nous que la voie ouverte par l'accord de Washington soit poursuivie et que la France s'y inscrive.

Une chance est à saisir. Il nous faut le courage de l'avenir.

ALONSO Raoul (47 ans) Professeur, Sannois (95) **BAHRI Rachid** (39 ans) Artiste /auteur/compositeur Paris (75) **BEAUMALE Michel** (40 ans) Employé Stains (93) **BIOT François** (58 ans) Théologien L'arbresle (69) **CAVILLON Arlette** (48 ans) Directrice de Centre Social, Vénissieux (69) **CIRERA Daniel** (40 ans) Secrétaire national du Mouvement de la Paix Paris (75) **COHEN Yvette** (53 ans) Commerçante Saint Ouen (93) **DEFFUNT Jacques** (57 ans) Professeur Reims (51) **DEANCHY Cécile** (22 ans) Secrétaire Aubervilliers (93) **DENIS Arielle** (27 ans) Présidente du Mouvement Zéro Paris (75) **DUBESSAY Alain** (26 ans) Contrôleur PTT Saint Denis (93) **DUBOURG Marie Christine** (45 ans) Agent de Maîtrise Paris (75) **FISHER Robert** (47 ans) Professeur St Gratien (95) **GAILLOT Jacques** (52 ans) Evêque d'Evreux Evreux (27) **GORON Christian** (35 ans) Cadre commercial Orly (94) **GRAND Elisabeth** (37 ans) Infirmière Martigues (13) **GRENET Yves** (57 ans) Economiste Paris (75) **ISTIN Nathalie** (22 ans) Technicienne en laboratoire Créteil (94) **JOLIVET Christiane** (38 ans) Aide soignante Issoudun (36) **K'ROS Paul** (48 ans) Responsable culturel Villeneuve d'Arcq (59) **LACHIZE Georgette** (62 ans) Libraire Perpignan (66) **LACOMBE Bernard** (52 ans) Secrétaire national CGT Fontenay (94) **LAROZE Catherine** (23 ans) Agent EDF Montreuil (93) **LOMBARD Chantal** (33 ans) Employée commerciale Orly (94) **MARZIN Marie-Hélène** (45 ans) Infirmière Aubervilliers (94) **MICHEL Jean-Christophe** (25 ans) Agent EDF Pont St Esprit (30) **MORIMIERE Christian** (45 ans) Professeur Loire Atlantique (44) **NAVIAUX Jean-Hubert** (26 ans) Etudiant Eragny (95) **NIVET Roland** (40 ans) Cadre administratif Rennes (35) **ROOS Isabelle** (26 ans) Institutrice Saint Ouen (93) **TABARY Paul** (60 ans) Retraité Industrie chimique Montreuil (93) **VAN DE PLAS Dominique** (35 ans) Conseiller culturel Champigny (94).

PALAIS DE L'ONU, NEW-YORK,
LE 15 JUIN 1988



CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE

LUTTER EN FRANCE
POUR VIVRE BIEN EN EUROPE



CCJ/CGT

- 17 millions de chômeurs dont 38 % de jeunes ;
- 30 millions de gens vivant au dessous du seuil de pauvreté ;
- L'industrie européenne pénétrée de 30 % à 50 % par des capitaux japonais et des U.S.A. ;
- Compétitivité, mobilité, déréglementation, attaques contre les salaires, la protection sociale, les libertés syndicales ; tels sont les axes directeurs de 92.

L'Acte Unique Européen entre aujourd'hui dans la vie et ce dans tous les secteurs.

L'Europe supra-nationale que cherche à mettre en place le Capital n'est pas l'aboutissement d'une politique mais un moyen par voie institutionnelle d'aller plus loin dans l'achèvement d'une structure politico-juridique au service des objectifs économiques, sociaux et culturels du "fric".

Cet ensemble de mesures a déjà de graves conséquences pour la jeunesse.

Rien de tout cela n'est fatal. Notre capacité à développer les luttes, en France, avec les jeunes, à partir des entreprises sur la base de leurs revendications, est de nature à créer un rapport des forces pour faire obstacle à ces objectifs.

Parce-que c'est sans attendre qu'il faut lutter en France et tisser le maximum de convergences avec les jeunes des pays de la Communauté Européenne, pour imposer d'autres choix politiques et économiques, **Le C.C.J. ORGANISE UNE INITIATIVE DE LUTTES AVEC LES JEUNES SYNDICALISTES D'EUROPE**

CETTE RENCONTRE DE LA JEUNESSE SYNDICALISTE AURA LIEU LES 15 ET 16 OCTOBRE 1988 (et non plus les 24 et 25 septembre 1988, en raison des Elections Cantonales).

300 jeunes, dont 250 Français participeront à ces deux journées qui auront pour objectif :

* Dans un premier temps d'échanger les points de vue sur les conséquences de 92 quant à la vie des jeunes : chômage, précarité, salaires, conditions de travail et de tisser des convergences de luttes avec les Organisations Syndicales présentes ;

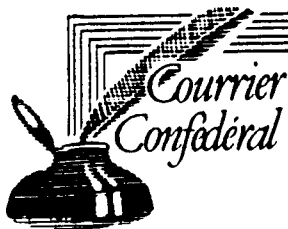
* Dans un deuxième temps, l'ensemble des délégués français et étrangers participeront à une Manifestation pour la Paix et pour exiger l'engagement des gouvernements dans la voie du désarmement.

Cette rencontre syndicale, d'un haut niveau, nécessite un engagement de toutes les structures jeunes et de l'ensemble des fédérations et des unions départementales de la C.G.T.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut prendre des dispositions pour assurer la participation et le contenu politique de cette rencontre.

Des objectifs de participation ont été adressés à chaque structure de la C.G.T.

FAISONS DES A PRESENT LE NECESSAIRE POUR LES ATTEINDRE



SANTE, PROTECTION SOCIALE RETRAITE

ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE :

UNE PREMIERE VICTOIRE A FAIRE CONNAITRE LARGEMENT

Elle doit aider à la mobilisation pour les initiatives à réaliser

DECLARATION DES ADMINISTRATEURS C.G.T. C.N.A.F.

Grâce aux nombreuses luttes impulsées par la C.G.T. depuis plusieurs années au moment de la rentrée scolaire, pour la 1ère fois, l'Allocation de Rentrée Scolaire sera versée aux familles bénéficiaires au mois d'août.

C'est un encouragement pour développer les initiatives les plus diverses dès maintenant pour imposer les autres légitimes améliorations de cette allocation, notamment sur :

- son montant de 680 à 1 150 F. selon le niveau scolaire,
- son extension à tous les enfants scolarisés jusqu'à 18 ans.

Le Ministre des Affaires Sociales doit prendre en compte le vote majoritaire du Conseil d'Administration de la CNAF., intervenu l'an dernier et reconduit le 14 Juin 1988, portant sur l'âge des enfants et sur un plus grand nombre de bénéficiaires.

Par contre, il n'y a eu que la C.G.T. pour défendre la nécessité urgente d'augmenter l'allocation qui n'est que de 354 F. (montant inférieur à celui de 1975 !).

Le Ministre des Affaires Sociales a confirmé l'augmentation des Prestations Familiales de 1,42 % au 1/7/88, décidée par Monsieur Chirac, saupoudrage qui sera quasiment annulé par la reconduction des cotisations supplémentaires maladie et vieillesse à la même date.

Les Administrateurs C.G.T. ont exprimé leur désaccord, soulignant que de telles décisions tournent le dos à la politique familiale nécessaire aux familles et au pays.

La dramatique insuffisance du niveau des Prestations Familiales contribue à aggraver la situation des familles qui en l'absence de revenus salariaux sont un nombre de plus en plus grand à ne survivre qu'avec les Prestations Familiales !

La C.G.T. forte de l'audience que recueillent ses propositions pour une Sécurité Sociale de haut niveau pour tous, appelle les salariés, les familles à développer l'action dans les entreprises et les quartiers, pour les faire aboutir.

UNE BROCHURE VIENT DE SORTIR :

"REGARD SUR LE CONTENTIEUX EN SECURITE SOCIALE"

Elle permettra d'éclairer, documenter, renseigner nos militants siégeant au Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale (T.A.P.), aux Commissions Régionales et Nationales Techniques, c'est à dire dans des instances auprès desquelles **les salariés peuvent faire appel pour la reconnaissance de leurs droits de plus en plus contestés**, et plus largement ceux et celles chargés d'animer l'activité de la C.G.T. sur la Protection Sociale.

Ce nouvel outil prend toute sa place dans la bataille en cours pour la défense de la Sécurité Sociale.

Prix de l'exemplaire : 30 F.

Commandes à passer au secteur "Matériel Syndical".

Exigez des moyens pour la rentrée scolaire

L'ENFANT C'EST UN INVESTISSEMENT POUR L'AVENIR, POUR LE PAYS

... Même que les Français n'en mettraient pas suffisamment au monde...

Pourtant, aujourd'hui, c'est sur la famille que repose la majeure partie de ce que coûtent les enfants. Pas seulement les frais de nourriture, de logement, d'habillement, mais aussi tout ce qui concourt quotidiennement à l'équilibre et au développement de l'enfant : santé, crèches, vacances, loisirs, culture, sport, scolarité...

PRESSURÉES DE PARTOUT, LES FAMILLES N'EN PEUVENT PLUS

— L'aggravation de la politique salariale, économique et sociale.

— Les attaques contre la Sécu menées par patronat et gouvernements conduisent à un étranglement du pouvoir d'achat des familles.

Et ils veulent aller plus loin encore et « liquider » carrément le système des allocations familiales comme le propose le patron Y. Chottard au Conseil économique et social.

EXIGER UNE VÉRITABLE COMPENSATION DES CHARGES FAMILIALES

C'est une question de justice à laquelle doivent répondre notamment les prestations familiales en couvrant la moitié du coût de l'enfant dès le premier.

A revenus identiques le niveau de vie d'un couple avec enfants est nettement inférieur à celui du couple sans enfant, il baisse de plus de moitié avec trois enfants.

Au sein de notre système de Sécurité sociale la solidarité doit s'exercer entre ceux qui sont chargés de famille et ceux qui ne le sont pas, comme entre les malades et les bien portants, les actifs et les retraités.

LA SCOLARITÉ : UN POIDS ÉNORME DANS LES BUDGETS FAMILIAUX

Il ressort d'une étude d'INDECOSA, l'association des consommateurs de la C.G.T., qu'il en a coûté aux familles pour l'année scolaire 1986/1987 : 9 300 F pour un enfant en sixième, plus de 13 000 F pour un L.E.P. en internat, 12 900 F pour une terminale scientifique.

REVALORISER L'A.R.S. : élargir le nombre de bénéficiaires, c'est urgent

En 1975, l'allocation de rentrée scolaire versée par les caisses d'allocations familiales était de 376 F. Elle est pour septembre 1988 de 354,03 F!

Avec la C.G.T., revendiquez une A.R.S. de :

- 680 F en primaire,
- 840 F au collège,
- 1 150 F au lycée (C.A.P., B.E.P., BAC),
- le doublement pour les chômeurs en fin de droit et non indemnisés.

Pour la première fois depuis des années, grâce à l'opiniâtreté de la C.G.T. et par la pression des luttes, l'A.R.S. sera versée en août, avant la rentrée scolaire.

En conseil d'administration de la caisse nationale seule la C.G.T. a réclamé l'augmentation de l'A.R.S. refusée par F.O., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C.

Pourtant, des moyens peuvent être immédiatement dégagés, notamment :

- 623 millions issus des placements de trésorerie de la Sécurité sociale;
- 20 milliards de francs en faisant cotiser l'entreprise sur la totalité des salaires.

LA SÉCU, C'EST NOTRE DROIT

Pour garantir et étendre les droits aux prestations familiales, avec la C.G.T. exigeons que ceux qui ont la fortune soient soumis à un prélèvement de 12,6 % sur les revenus des capitaux comme les salariés y sont soumis sur leurs salaires.

Un autre financement de la Sécu pour la famille, la santé, la retraite, pour contribuer à la création d'emplois, de bons salaires, de vraies qualifications.

C'EST POSSIBLE EN LUTTANT AVEC LA C.G.T.

RENTÉE SCOLAIRE :

L'avenir de nos enfants dépend des luttes !

La rentrée scolaire reste placée sous le signe de l'austérité : fermetures de classes ou de sections, blocages de postes d'enseignants, par milliers...

Ce n'est pas ainsi que sera résolue la crise de l'école dont la caractéristique se traduit par l'éviction sans formation et sans diplôme d'un quart de la jeunesse alors que notre pays a besoin de plus d'ingénieurs, de chercheurs, de professeurs, d'ouvriers qualifiés...

LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

La lutte efficace contre l'échec scolaire passe d'abord par la volonté de préparer *tous les jeunes* à accéder à des emplois qualifiés et utiles dans la perspective d'une relance économique. Ce n'est pas dans un désert industriel, avec un système scolaire sinistré et une jeunesse mal formée, précarisée, qu'une issue positive à la crise peut être assurée.

Une société moderne doit avoir la volonté d'offrir aux jeunes un avenir qui leur permette de satisfaire leurs aspirations à plus de fraternité, de justice, de bonheur, de culture...

A défaut de cette option de fond, les mesures dégagées en juin ne peuvent constituer qu'un saupoudrage, certes pas inutile, mais considérablement insuffisant. La France dépense pour l'Education moins que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Suède, la R.F.A. ou les Pays-Bas... 1,3 milliard pour l'école, ça ne fait pas le compte !

50 MILLIARDS SONT ACTUELLEMENT DISPONIBLES SI LE GOUVERNEMENT DÉCIDE DE RÉDUIRE DE 10 % LE BUDGET DE SURARMEMENT DE LA FRANCE

Exiger ce transfert de fonds pour l'investir dans le budget de l'Education nationale c'est revendiquer plus pour la vie, pas pour la mort !

C'est dégager immédiatement des moyens pour l'ensemble du système scolaire de la maternelle à l'université.

C'est plus :

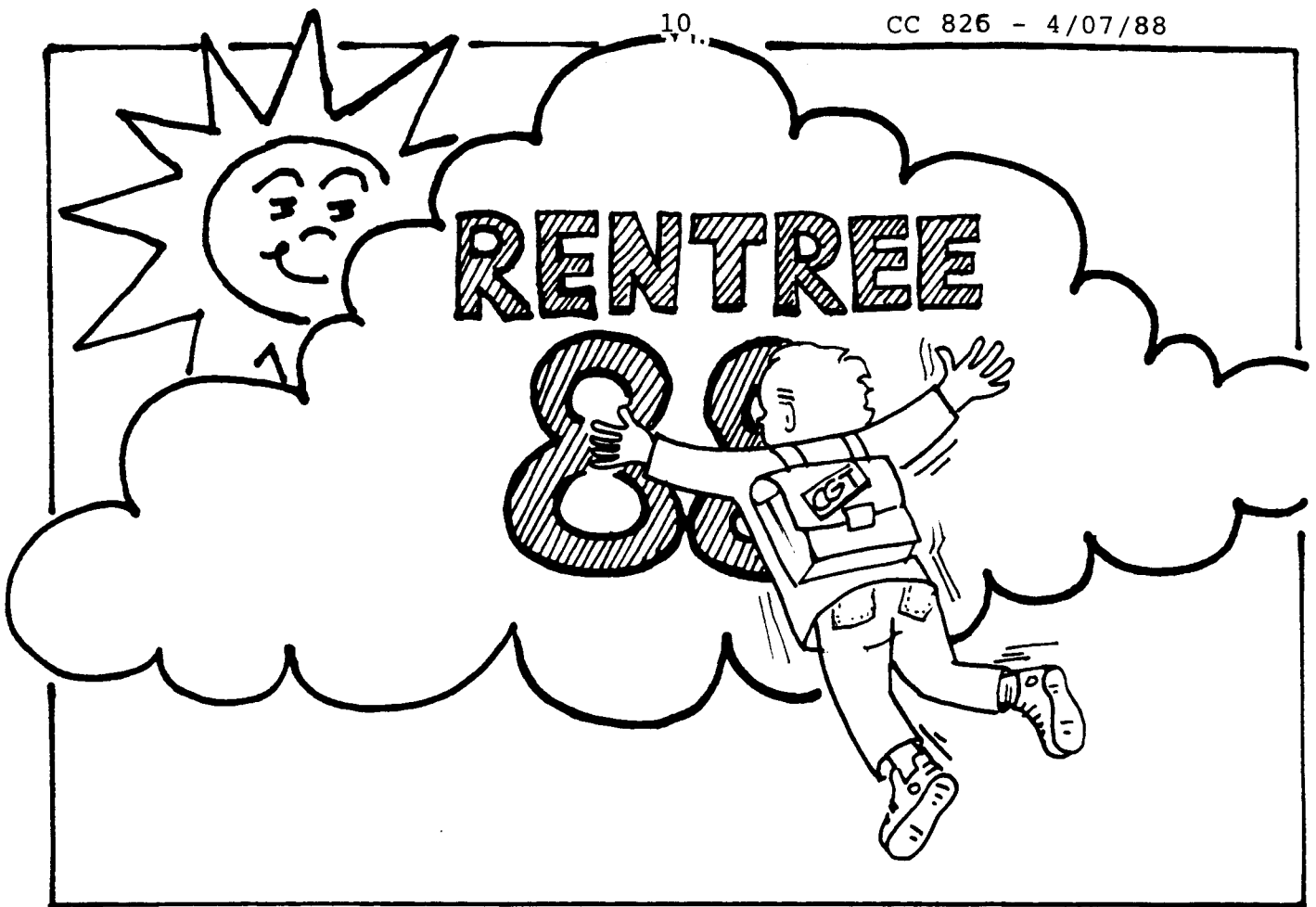
- d'instituteurs;
 - de professeurs;
 - de personnels de service;
- mieux formés, mieux rémunérés, en plus grand nombre...

Ce sont :

- des locaux modernisés;
- des classes supplémentaires;
- des constructions nouvelles adaptées;
- des fournitures, des livres... des transports scolaires gratuits;
- des bourses d'études revalorisées et bénéficiant à plus de familles.

Développons les luttes

*pour un véritable plan d'urgence
pour l'école
qui doit se traduire, notamment,
par une rallonge budgétaire
importante
et immédiate*



Avec la C.G.T., à la conquête de moyens pour une bonne école à la portée de tous.

- Rallonge budgétaire importante et immédiate.
- Opposition à toute fermeture, création de nouvelles classes : maternelles, élémentaires...
- Gratuité des manuels scolaires, fournitures et transports...
- Vraie formation à temps complet pour un vrai métier...
- Du temps libre payé pour les parents le jour de la rentrée.
- Augmentation de 10 % des prestations familiales...
- Dans l'immédiat, une allocation de rentrée scolaire pour toutes les familles :
 - 680 F dans le primaire,
 - 840 F dans le secondaire,
 - 1 150 F dans les lycées,
 et doublée pour les enfants de chômeurs.
- La revalorisation substantielle des bourses d'études.

SIGNATURES :

**Ministères des Affaires sociales
et de l'Éducation nationale
« aux bons soins de M. le Préfet »**



INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

LE BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

ET

LE CENTENAIRE DU 1er MAI

Sur ces deux évènements, la C.G.T. dispose de deux outils :

- 1- Son Institut d'Histoire Sociale,
- 2- L'Association nationale VIVE 89 à la direction de laquelle siègent Georges SEGUY et Jeanine MAREST.

Par ailleurs, 1989 est l'année du 43ème Congrès qui sera, sans aucun doute, un temps fort de l'expression de la C.G.T. sur le Bicentenaire.

* * * *

*

Pour toute documentation en vue d'initiatives ayant pour but de faire connaître et comprendre la Révolution française, s'adresser à :
VIVE 89 - 146, Rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS

Pour répondre à des demandes déjà formulées, il existe entre autres une exposition "LA REVOLUTION FRANCAISE" disponible à partir de septembre 1988, la réservation devant en être faite, sans tarder, en souscrivant auprès de l'Association (1).

* * * *

*

L'Institut C.G.T. d'Histoire aura, pour 1989, un apport particulier :

- a- du point de vue de la connaissance générale par l'utilisation du Peuple et des Cahiers de l'Institut d'Histoire Sociale
- b- du point de vue de la contribution spécifiquement syndicale, 1989 étant l'année du Centenaire de la décision du 1er Mai par le Congrès de la 2ème Internationale.

Il est envisagé :

- une exposition légère, de qualité, présentée en début d'année 1989 pour diffusion auprès des organisations de la C.G.T. en 1989 et 1990
- un libre album à partir d'un travail d'étude entrepris par Georges SEGUY sur l'histoire du 1er Mai.

Toutes indications complémentaires ou jugées utiles par vous sont à demander à l'Institut qui ne manquera pas d'y donner suite.

(1) Prix de souscription commande passée et payée le 31.08.88 :

- sur papier 250 gr TTC, 1.800 F. Plastifié : 3.000 F et à partir du 01.09.88
- sur papier 250 gr TTC, 2.100 F. Plastifié : 3.500 F.

ANTOINETTE

magazine 691

DOUBLER LA DIFFUSION,

OBJECTIF GAGNÉ EN MARS,

OBJECTIF QUE NOUS GAGNERONS EN SEPTEMBRE !

UNIONS DEPARTEMENTALES	Pour le Doubl. Dif.	Commandes excep. Mars	UNIONS DEPARTEMENTALES	Pour le Doubl. Dif.	Commandes excep. Mars	UNIONS DEPARTEMENTALES	Pour le Doubl. Dif.	Commandes excep. Mars
01 AIN	* + 35	35	33 GIRONDE	+ 435	290	65 HAUTES-PYRENEES	* + 70	70
02 AISNE	* + 45	92	34 HERAULT	+ 130	80	66 PYRENEES-ORIENTALES	+ 40	35
03 ALLIER	+ 75	50	35 ILLE-ET-VILAINE	+ 80	73	67 BAS-RHIN	* + 50	90
04 ALPES HTE PROVENCE	* + 20	119	36 INDRÉ	* + 45	71	68 HAUT-RHIN	* + 10	10
05 ALPES HAUTES	* + 25	50	37 INDRÉ-ET-LOIRE	* + 60	65	69 RHONE	* + 480	577
06 ALPES MARITIMES	* + 60	142	38 ISERE	* + 130	203	70 HAUTE-SAONE	+ 5	-
07 ARDECHE	+ 10	5	39 JURA	* + 20	28	71 SAONE-ET-LOIRE	* + 70	240
08 ARDENNES	+ 25	-	40 LANDES	+ 5	-	72 SARTHE	* + 135	170
09 ARIEGE	* + 18	48	41 LOIR-ET-CHER	+ 60	-	73 SAVOIE	* + 60	125
10 AUBE	* + 45	50	42 LOIRE	+ 75	66	74 HAUTE-SAVOIE	* + 40	45
11 AUDE	* + 15	172	43 LOIRE (Hte)	+ 15	5	75 SEINE (PARIS)	+ 1 630	863
12 AVEYRON	+ 40	-	44 LOIRE-ATLANTIQUE	+ 270	98	76 SEINE-MARITIME	+ 415	255
13 BOUCHES DU RHONE	* + 360	650	45 LOIRET	* + 100	554	77 SEINE-ET-MARNE	* + 105	130
14 CALVADOS	+ 75	-	46 LOT	+ 5	-	78 YVELINES	+ 200	5
15 CANTAL	* + 5	16	47 LOT-ET-GARONNE	+ 45	-	79 DEUX-SEVRES	+ 65	30
16 CHARENTE	* + 50	64	48 LOZERE	+ 10	4	80 SOMME	* + 20	55
17 CHARENTE MARITIME	* + 85	115	49 MAINE-ET-LOIRE	+ 60	16	81 TARN	* + 50	110
18 CHER	+ 90	-	50 MANCHE	+ 50	30	82 TARN-ET-GARONNE	* + 5	40
19 CORREZE	* + 40	75	51 MARNE	+ 100	302	83 VAR	+ 195	160
20 CORSE	* + 5	20	52 HTE MARNE	+ 20	10	84 VAUCLUSE	* + 40	221
21 COTE D'OR	+ 100	20	53 MAYENNE	* + 5	5	85 VENDEE	+ 60	10
22 COTES DU NORD	+ 110	50	54 MEURTHE-ET-MOSELLE	* + 60	100	86 VIENNE	* + 60	92
23 CREUSE	+ 25	20	55 MEUSE	* + 30	113	87 HAUTE-VIENNE	+ 240	95
24 DORDOGNE	+ 55	-	56 MORBIHAN	* + 35	55	88 VOSGES	+ 10	-
25 DOUBS	+ 40	45	57 MOSELLE	+ 50	35	89 YONNE	* + 20	80
26 DROME	* + 50	108	58 NIEVRE	* + 25	192	90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	+ 15	5
27 EURE	+ 40	10	59 NORD	* + 230	651	91 ESSONNE	+ 170	20
28 EURE ET LOIR	* + 20	120	60 OISE	* + 40	112	92 HAUTS-DE-SEINE	+ 420	415
29 FINISTERE	+ 75	15	61 ORNE	+ 30	-	93 SEINE-SAINT-DENIS	* + 680	791
30 GARD	* + 145	228	62 PAS-DE-CALAIS	* + 50	65	94 VAL-DE-MARNE	+ 550	331
31 GARONNE	+ 380	352	63 PUY-DE-DOME	* + 115	150	95 VAL-D'OISE	* + 150	182
32 GERS	+ 20	10	64 PYRENEES-ATLANTIQUES	+ 60	45	97 REUNION	+ 35	-

* - UD ayant atteint le DOUBLEMENT de la DIFFUSION.

PAS UNE SECONDE A PERDRE : fin JUIN, JUILLET, AOUT,

- Mise en route de PLANS de TRAVAIL DYNAMIQUES,
- Ciblage d'entreprises : en PREMIER, celles où le questionnaire a circulé en Février/Mars,
- Passez vos COMMANDES,
- Désignez un camarade pour le suivi.

FEDERATIONS	POUR LE DOUBLÉ- MENT DE LA DIFF.	COMMANDES EXCEPT DE MARS	FEDERATIONS	POUR LE DOUBLÉ- MENT DE LA DIFF.	COMMANDES EXCEPT DE MARS
00 - U.D.	* + 200	860	23 - FINANCES	+ 350	257
01 - METAUX	* + 750	1 071	24 - FERC	* + 190	220
02 - CHEMINOTS	* + 400	495	27 - ENERGIE NUCLEAIRE	+ 20	-
03 - SERVICES PUBLICS	+ 1 200	896	29 - SANTE	+ 1000	712
04 - CHIMIE	* + 300	324	30 - MARINS	+ 10	3
05 - CONSTRUCTION	+ 50	-	31 - SPECTACLE	5	-
06 - SOUS-SOL	+ 20	-	32 - SECTEURS FINANCIERS	+ 450	178
07 - ENERGIE	+ 700	613	33 - V.R.P.	5	-
08 - ORGANISMES SOCIAUX	+ 1 000	746	34 - OFFICIERS MARINE	5	-
09 - TRANSPORTS	* + 60	112	35 - POLICE	5	-
10 - P.T.T.	+ 2 450	1 567	36 - UL ET DIVERS	* + 200	1 486
11 - AGRO-ALIMENTAIRE	* + 90	223	37 - DIVERS	-	-
12 - TRAVAILLEURS DE L'ETAT	+ 200	25	38 - OFFICIERS RADIO-ELECTRICIENS	5	-
13 - T.H.C.	* + 270	664	39 - COMMERCE-DISTRIBUTION	* + 220	507
14 - FILPAC	+ 200	178	40 - OFFICIERS-DE-PONT	5	-
15 - PORTS-& DOCKS	* + 15	15	42 - U.G.F.F.	+ 85	25
18 - BOIS	+ 15	-	43 - SOCIETE D'ETUDES	* + 5	10
19 - TABACS-ALLUMETTES	+ 90	20	44 - JOURNALISTES	5	-
20 - EQUIPEMENT	* + 35	114	45 - PERSONNEL PENITENTIER	5	-
VERRE	* + 30	30			

* - FD ayant atteint le DOUBLEMENT de la DIFFUSION.

DE VRAIES DISPOSITIONS

POUR UN TRAVAIL EFFICACE

ET COMMANDONS MASSIVEMENT !

BON DE COMMANDE

SEPTEMBRE

NOM Prénom

ADRESSE

Nombre d'exemplaires

ENTREPRISE FEDERATION

A retourner à

ANTOINETTE - 33, Rue Bouret - 75019 PARIS

Tél : 16 (1) 42 00 11 39

N° 275



COMITE D'ENTREPRISE / R.C.E.

STAGE SPECIALISE C.E. ET EQUIVALENTS 16 OCTOBRE AU 22 OCTOBRE 1988

Niveau supérieur ----- 1 semaine

* Destiné

- aux membres de la Commission Confédérale des C.E.
- aux responsables départementaux des C.E.
- aux responsables fédéraux des C.E.
- aux Secrétaires des C.E. et aux représentants syndicaux des grandes entreprises.

* Lieu et date

- CENTRE BENOIT FRACHON - COURCELLE
du 16 Octobre au 22 Octobre 1988

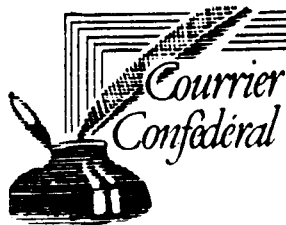
* Inscriptions

- Envoyer le bulletin d'inscription (voir au verso)
au Secteur C.E. de la CONFEDERATION
NIVEAU MOYEN OBLIGATOIRE

* Objet du Stage

- Etude et approfondissement de la politique C.G.T. en matière de C.E. :
 - . Stratégie patronale contre les garanties collectives
 - . Le C.E. point d'appui du Syndicat, son rôle économique, social et culturel.
 - . Les enjeux économiques aujourd'hui :
nouvelle phase de la crise, gestion des ressources humaines, Europe 92
 - . C.E. et enjeux de la modernisation et conditions de travail.
 - . Connaissance et utilisation des C.E. et Comités de groupe ...
 - . Le C.E. point d'appui pour le contrôle et l'intervention économique, sociale et financière.
 - . Les activités sociales et culturelles des C.E. : problèmes actuels.
 - . Les activités physiques et sportives - les activités culturelles.

Ce stage doit notamment permettre aux responsables des C.E., aux membres des commissions départementales et fédérales, d'impulser le travail syndical des Unions départementales et Fédérations en direction des Comités d'Entreprise.



BULLETIN D'INSCRIPTION

A REMPLIR PAR

L'U.D. ou la FD

ou Syndicat d'Entreprise

* Stage Supérieur "COMITES D'ENTREPRISES et EQUIVALENTS"

du 16.10.1988 au 22.10.1988

au CENTRE EDUCATIF "BENOIT FRACHON" à COURCELLE - 91190

Le Camarade dont les références suivent participera au stage sus-indiqué :

FEDERATION ou UNION DEPARTEMENTALE
OU SYNDICAT D'ENTREPRISE

Date :
pour le Secrétariat
NOM, Prénom

Signature

LE STAGIAIRE

NOM

PRENOM

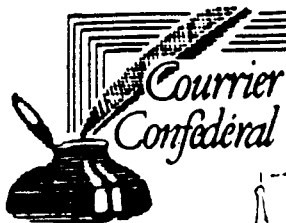
Adresse personnelle

Tél. personnel Tél. travail

Responsabilités syndicales :

Signature du stagiaire :

A RETOURNER A LA CONFEDERATION : Secteur "COMITES D'ENTREPRISE"



CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE



VACANCES EN U.R.S.S.

12 JOURS

EN U.R.S.S.

AU MOIS D'AOUT

3 000 Francs

RAPPEL

Si tu as entre 18 et 30 ans et que tu souhaites vivre des vacances originales, actives, pleines de rencontres, S.L.C./J.T. (Association du Centre Confédéral de la Jeunesse C.G.T.) te propose un séjour de 12 jours en U.R.S.S. (Moscou et Asie Soviétique).

DEPART DE PARIS : le 8 Août - PRIX : 3 000 F qui comprend le voyage, le visa, l'hébergement, la nourriture, les déplacements en U.R.S.S.

Un Séjour de haut niveau culturel et d'un apport syndical certain, à l'heure de la Perestroïka et au lendemain de la visite de Reagan en U.R.S.S.

A NE PAS MANQUER

BULLETIN D'INSCRIPTION

Je désire partir 12 jours en U.R.S.S. au mois d'août 1988

NOM _____ PRENOMS _____

NOM DE JEUNE FILLE _____

DATE DE NAISSANCE __/__/19__ LIEU DE NAISSANCE _____

SEXE MASCULIN FEMININ

NATIONALITE _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL [][][][][] VILLE _____ TEL. _____

EMPLOI _____

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR _____

N° du PASSEPORT _____

Ces renseignements sont nécessaires pour obtenir le visa. Il est également nécessaire d'être muni d'un **PASSEPORT EN COURS DE VALIDITE + 3 PHOTOS D'IDENTITE**

retourner ce Bulletin d'Inscription à : S.L.C./J.T. - 263, rue de Paris
93516 - MONTREUIL CEDEX - Tél. 48.51.84.79.

AVEC UN CHEQUE DE 500 F à l'ordre de S.L.C./J.T.

A REPRODUIRE ET AFFICHER



I N D E C O S A

STAGE CONSOMMATION

23 - 29 OCTOBRE 88

CENTRE Benoit FRACHON - COURCELLE / YVETTE

Stage destiné aux camarades dont les tâches exigent une formation dans les domaines de la consommation et usage.

Il est nécessaire que les stagiaires aient suivi la formation syndicale générale (moyen).

PROGRAMME

LA CONSOMMATION : - ÉVOLUTIONS

- ENJEUX POUR LA RÉPONSE AUX BESOINS

LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION : en particulier : formes de crédit et mécanismes d'exclusions sociales.

PRIX, INFLATION,

LES DROITS ECONOMIQUES DES COMITES D'ENTREPRISE

LA QUALITÉ : aujourd'hui en France et perspectives avec l'ouverture du marché européen.

LE DROIT DE LA CONSOMMATION : Existe-t-il comme droit social ?...
comment l'imposer ? ...

LE LOGEMENT : aspirations, logement et revenus, politiques actuelles ...

LE SERVICE PUBLIC : évolution des conditions de vie, de consommation et
Secteur Public - l'Europe et le Secteur Public ?

L'EUROPE : quelle Europe se prépare pour les consommateurs,
Ce que nous voulons ...

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE.....

FÉDÉ.....U.D.....

RESPONSABILITÉS SYNDICALES.....

FORMATION SYNDICALE.....

CANDIDATURE TRANSMISE PAR

à envoyer à INDECOSA C.G.T. - Case 430 - 263, rue de Paris
93514 MONTREUIL CEDEX.

OPTIONS-QUINZAINES HORS SERIE
SPECIAL SALAIRE

LES REVENUS DES INGENIEURS, CADRES ET
TECHNICIENS

La toile de fond

Un tableau complet de la situation aujourd'hui.
Une analyse fouillée et détaillée des politiques patronales et gouvernementales
suivies en matière de salaire au cours de ces dernières années.
Une comparaison entre la situation salariale des cadres en France et en Europe

Les éléments du débat

Les revenus des cadres sont composés de nombreux éléments: Salaire proprement
dit, compléments de salaire; revenus de redistribution; revenus du patrimoine.
Que recouvrent ces mots? De quel poids réel pèse les prélèvements sociaux et
fiscaux sur les cadres? Les cadres sont-ils bénéficiaires? Quelles évolutions ont eu lieu
au cours de ces dernières? L'indice des prix de l'Insee ou celui de la Cgt sont-ils fiables?
A toutes ces questions Options Hors série répond, donne toute les précisions utiles.

La réalité mouvante

Secteur privé, secteur public ou encore secteur nationalisé la situation actuelle se
caractérise par une grande complexité que ne permette pas de mesurer les "Enquêtes
salaire des cadres" publiées par les journaux. C'est cette réalité qui sera "saisie" et
illustrée à l'aide de nombreux exemples.

Retrouver les règles du jeu

Le chantier des salaires, des revenus, est ouvert. Face à la désindexation, à la
remise en cause des grilles de salaire par le patronat, au développement de
l'individualisation, l'Ugict a de nombreuses propositions à formuler et ce dans tous les
domaines.
Ce Hors-Série représentera de ce point un document unique et en tout cas essentiel.

BON DE COMMANDE "SPECIAL SALAIRES"

NOM :

SYNDICAT :

BRANCHE PROFESSIONNELLE :

ADRESSE :,.....;.....

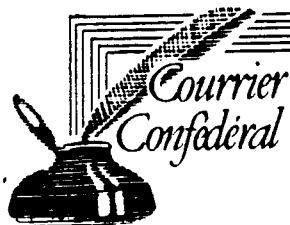
Désire commander : exemplaires du "hors serie
OPTIONS QUINZAINES N° 153".

Ci-joint la somme de X 25 Frs = Frs

A partir de 100 exemplaires X 20 Frs = Frs

Joindre si possible le règlement à la commande.

A retourner à OPTIONS, case 431, 93514 Montreuil cedex. .
Tél. 48.51.84.33.



Courrier
Confédéral

SECTEUR ECONOMIQUE

VIENT de PARAITRE

LE BILAN SOCIAL

DE L'ANNÉE 1986

Cet ouvrage s'inscrit dans une collection régulière et prend place auprès de 18 ouvrages de même type concernant les années 1968 à 1985. Il offre une information originale et unique sur les résultats de l'action syndicale et constitue un travail qui n'a pas d'équivalent en la matière.

Cet ouvrage est vendu 50 F.
Il peut être commandé au Matériel Syndical
C.C.P. n° 13 301 00S Paris